

Brèves économiques pour le Mexique, l'Amérique centrale et les Caraïbes du 28 mars au 3 avril 2019

Mexique

2017 – PIB : 1149 Mds USD | Pop : 129 M hbts

Relation États-Unis / Mexique :

La Présidente de la Chambre des Représentants des États-Unis, la démocrate Nancy Pelosi, a déclaré que les législateurs étatsuniens ne ratifieraient pas le nouvel accord USMCA avant que le Mexique n'adopte une réforme sur le droit du travail. Le texte de l'USMCA note effectivement qu'il est attendu du Mexique de mettre en place cette réforme et que l'entrée en vigueur du traité commercial pourrait être retardée tant que ces nouvelles mesures ne seraient pas effectives.

Les importations mexicaines de 10 produits agricoles étatsuniens affectés par des droits de douanes imposés par le Mexique – en représailles de ceux sur l'acier et l'aluminium appliqués par son voisin – ont chuté de 4% en 2018, atteignant 2,38 Mds USD. Ces produits étatsuniens, parmi lesquels le porc, les pommes, les préparations alimentaires ou le fromage, subissent des droits de douanes de 15% à 25% depuis mars 2018.

Economie :

Le Ministère des Finances a réduit ses prévisions de croissance pour 2019 et 2020, respectivement à 1,6 % (vs. 2 % précédemment) et 1,9 % (vs. 2,6 % précédemment). Le Président de la République, Andrés Manuel López Obrador, a qualifié cette estimation de « prudente », assurant que l'économie croîtrait de 2% en 2019 et de 3% en 2020.

Les prévisions de croissance pour 2019 poursuivent leur baisse au Mexique, à 1,64% en mars (-0,8 pdp vs. février) selon l'enquête mensuelle auprès du secteur privé de la Banque centrale du Mexique (Banxico). Pour 2020, le secteur privé prévoit une croissance de 1,82% (vs. 1,91% en février). Concernant la situation de l'inflation et du taux de change fin 2019, le secteur privé est plus optimiste : 3,65% g.a pour l'inflation (vs. 3,67% estimés en février) et un taux de change à 19,97 MXN/USD (vs. 20,19 MXN/USD estimés en février).

En mars 2019, l'indice de confiance des entreprises (ICE) dans le secteur manufacturier a crû de 1,5% par rapport à mars 2018, soit sa troisième hausse consécutive en glissement annuel. Selon l'Institut National de Statistiques et de Géographie (Inegi), l'ICE du commerce a crû de 3,2% g.a. et celui de la construction de 2,3% g.a..

Le Mexique est le 17^{ème} producteur mondial de produits de la mer en 2017, avec une valeur de production de 38,7 Mds MXN – une croissance de 8,7 % sur l'année, selon le dernier Atlas Agroalimentaire. La production de crevette représente 47 % du total de la production mexicaine (18,2 Mds MXN) : le Mexique est le 14^{ème} producteur de crevettes, avec 1,4 % de la production mondiale.

Bank of America prévoit 2 abaissements du taux directeur de Banxico en 2019, soit une baisse de 50 pbs à 7,75 % en fin d'année. Le chef économiste pour le Mexique et le Canada, Carlos Capistrán, estime que Banxico dispose désormais de marges de manœuvre, suite au changement d'attitude de la Fed quant à la normalisation de sa politique monétaire, moins rapide que prévue. Il prévoit d'autres abaissements en 2020, amenant le taux directeur à 6,50 % fin 2020.

Les réserves internationales de Banxico atteignent 177 Mds USD à la fin du T1 2019, soit une augmentation de 1,86 Mds USD sur le trimestre. Un changement de valorisation des actifs internationaux de la Banque centrale explique en partie cette variation.

Les transferts de fonds des migrants (*remesas*) reçus par le Mexique ont atteint 2,39 Mds USD en février 2019 (+6,4% g.a.), un niveau de flux record pour un mois de février, reflétant toutefois une décélération après des hausses de 6,5% g.a. en janvier et de 10,5% sur l'année 2018. Les experts associent ce moindre dynamisme à des chiffres décevants de l'emploi aux États-Unis, toutefois analysés comme temporaires. Ils considèrent également que les réceptions de *remesas* restent fortes (> 6 %), et poursuivent leur longue période de croissance de 35 mois.

Le Mexique a été un des seuls pays à connaître une croissance des entrées de capitaux étrangers sur le T1 2019, selon un rapport de l'Institut des Finances Internationales (IIF). Selon le chef économiste de l'IIF, le Mexique se détache des autres pays émergents, qui connaissent une situation plus complexe. Seule l'Indonésie connaît une évolution des entrées de capitaux étrangers comparable.

Les investisseurs étrangers détenaient 2 228 Mds MXN (116 Mds USD) d'obligations mexicaines au 22 mars 2019, un montant qui a augmenté de 4,63% depuis le début de l'année. Les taux d'intérêt élevés alimentent l'appétit des

investisseurs : un bon du Trésor mexicain de 182 jours offre une rémunération de 8,14% contre 2,50% pour son équivalent étatsunien.

Le crédit au secteur privé a crû de 6,1 % g.a. en février, une croissance supérieure à celle de janvier dernier (5,5 % g.a.). Dans le détail, le crédit à la consommation a crû de 2,2 % g.a, le crédit immobilier a crû de 5,7 % g.a, et le crédit aux entreprises de 7,5 %.

Selon le nouveau Président de l'Association des Banques Mexicaines, Luis Niño de Rivera, il y a suffisamment d'espace dans le secteur bancaire mexicain pour permettre une croissance plus forte du crédit et l'entrée de nouveaux acteurs. Il considère que le secteur bancaire est suffisamment solide financièrement pour prêter plus, et que le crédit au secteur privé pourrait atteindre l'objectif fixé à 50% du PIB en 2024 (contre 34% aujourd'hui). Il considère également que l'arrivée de nouveaux acteurs (notamment régionaux) pourrait doper les économies locales. Il est partisan d'une « régulation différenciée » (i.e. dépendante de la taille de la banque considérée), point sur lequel il avait reçu l'assentiment des grandes banques mexicaines, selon lui.

Les essais pilotes de la plateforme de paiements électroniques par smartphone, CoDi, qui a pour but de réduire l'usage des espèces afin de lutter contre la corruption et l'informalité, ont démarré en avril ; la mise en place généralisée devrait avoir lieu d'ici 2020. Les essais sont constitués de trois modules : utiliser la plateforme pour le versement des aides sociales aux jeunes, un test de la plateforme sur une communauté de taille moyenne (150 000 habitants) et un autre sur une communauté plus petite où il n'existe presque aucun service bancaire.

L'entreprise pétrolière PEMEX a annoncé la fusion de deux de ses filiales et la suppression de 375 postes, pour faire face à la crise financière qui la menace. Les postes supprimés représentent une masse salariale de 549 M MXN (29 M USD). La filiale *Perforation et Services* fusionne avec *Exploration et Production* afin de renforcer l'innovation et l'intelligence technologique de l'entreprise, et la filiale *Etileno* fusionne avec *Transformation Industrielle* pour que les sites de production pétrolière, de gaz, et de produits pétrochimiques s'intègrent aux zones de commercialisation.

Finances publiques :

Le Ministère des Finances a annoncé des coupes budgétaires équivalentes à 2,2 % par rapport au budget voté pour 2019 (0,5 % du PIB) et à 3 % pour 2020. Toutefois, il n'a pas été précisé pour le moment où les coupes interviendraient. Celles-ci visent à permettre le respect de l'engagement du Gouvernement de maintenir un excédent primaire de 1 % du PIB en 2019 et de 1,3 % du PIB en 2020, compte-tenu de l'abaissement des prévisions de croissance (cf. supra). La dette atteindrait 45,3 % du PIB en 2019 et 45,1 % en 2020.

Les dépenses publiques mexicaines baissent significativement sur les 2 premiers mois de l'année, et les experts considèrent qu'elles ne pourront pas jouer leur rôle de stimulation sur l'économie : avec des dépenses nettes de 897 Mds MXN (47 Mds USD), elles ont connu une baisse de 7,7 % par rapport à la même période en 2018, et 7,8 % inférieur au niveau budgété par le Gouvernement. L'investissement physique baisse de 5,8 %, et enregistre le niveau le plus bas depuis juillet 2008.

Les budgets octroyés aux Ministères et agences gouvernementales en février 2019 sont 45,2% inférieurs à ceux octroyés en février 2018, représentant 52,4 Mds MXN (2,7 Mds USD), soit un 4^{ème} mois consécutif de réductions. Les budgets du Ministère du Bien-Etre (anciennement du Développement Social) et du Cabinet de la Présidence ont particulièrement chuté par rapport à février 2018, de 93% et 81,6% respectivement. La balance financière du secteur public sur le mois de février a affiché un excédent de 15,1 Mds MXN (790 M USD), qui contraste avec le déficit de 47,4 Mds MXN (2,5 Mds USD) observé un an auparavant.

La collecte fiscale sur les deux premiers mois de l'année est également plus lente que prévue : 3,5 % inférieure aux estimations du budget et 3,9 % inférieure à l'année dernière. La collecte fiscale pétrolière a notamment chuté de 32,7 % sur les 2 premiers mois de l'année. Malgré le fait que les revenus fiscaux non-pétroliers aient progressé de 3 % (g.a.), les revenus liés à la TVA ont baissé de 8,2 % par rapport à la même période de l'année dernière.

Pour la 2^{nde} année consécutive, la Banque centrale mexicaine n'a pas enregistré de reliquat sur ses activités sur le marché des changes, en raison d'un taux de change MXN/USD ayant clôturé l'année à un niveau très proche de celui du début d'année. Pour mémoire, la loi prévoit que la Banque centrale doit fournir un éventuel reliquat au Ministère des Finances, celui-ci ayant vocation à financer pour 70 % le service de la dette et 30 % le Fonds de Stabilisation des Revenus Fiscaux. En 2016, le reliquat avait atteint 321,7 Mds MXN (17,2 Mds USD).

Le Ministère des Finances a émis des obligations sur les marchés internationaux à travers 1,5 Md EUR de titres à 7 ans (coupon de 1,625%) et 1 Md EUR de titres à 20 ans (coupon de 2,875%). La demande des investisseurs pour cette émission en euros, la première depuis janvier 2018 dans cette monnaie, a été 3,6 fois supérieure à l'offre. Le Ministère a souligné que cette opération, avec l'émission de 2 Mds USD réalisée en janvier, permettrait au Gouvernement de couvrir l'ensemble du service de la dette libellée en devises prévu en 2019.

Les agences de notation Standard & Poor's et HR Ratings estiment que l'utilisation des ressources du Fonds de Stabilisation des Recettes Budgétaires (FEIP) pour soutenir les finances de PEMEX n'aurait aucun impact sur la note souveraine du Mexique.

Entreprises et grands contrats :

La Commission Fédérale d'Electricité (CFE – entreprise publique de génération, transport et distribution d'électricité) pourrait annuler certains contrats de construction de gazoducs signés durant le précédent Gouvernement, si la renégociation des contrats ne leur semble pas convenable.

En 2019, Renault prévoit de vendre 32 300 voitures au Mexique, soit une augmentation de 16,2% par rapport à 2018. Le lancement de son SUV KWID en mai devrait permettre au constructeur français de se positionner sur un nouveau segment de marché. En 2018, Renault a atteint 1,9% des parts de marché au Mexique.

Indicateur	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	Niveau du 03/04/2019
Bourse (IPC)	+0,9%	-8,7%	43339,75 points
Taux de change USD/Peso	-0,7%	+5,5%	19,22 USD/MXN
Taux de change Euro/Peso	-0,8%	-3,6%	21,59 EUR/MXN
Prix du baril de pétrole mexicain	+4,3%	+14,7%	63,04 USD

AMERIQUE CENTRALE

2017 – PIB : 262,1 Mds USD | Pop : 47 M hbts

Selon le Secrétariat à l'intégration économique de l'Amérique centrale (SIECA), le ralentissement économique auquel fait face actuellement la région d'Amérique centrale se renforcera en 2019 en raison des tensions commerciales entre les Etats-Unis et la Chine.

Costa Rica

2017 – PIB : 58 Mds USD | Pop : 4,9 M hbts

La Banque centrale du Costa Rica a abaissé son taux directeur de 5,25% à 5%, jeudi 28 mars. Cette baisse s'explique en partie par les pressions à la baisse sur l'inflation, inférieure à l'objectif de l'autorité monétaire, qui est entre 2% et 4%.

La croissance de la consommation des ménages s'est établie à 1,6% sur le T4 2018, contre 2,8% sur le même trimestre 2017, selon la Banque centrale. Ce résultat s'explique en partie par la baisse des achats d'appareils ménagers, ainsi qu'une baisse des importations de véhicules, de produits alimentaires et pharmaceutiques.

Guatemala

2017 – PIB : 75,7 Mds USD | Pop : 16,9 M hbts

Selon la Banque centrale du Guatemala (Banguat), les flux d'investissements directs étrangers (IDE) ont chuté de 11,7% (g.a) en 2018 pour atteindre 1 Md USD, soit 138 M USD de moins qu'en 2017. Cette nette diminution s'explique en partie par l'absence de stabilité politique, le manque de sécurité juridique et l'insuffisance d'investissements dans les infrastructures facilitant les échanges. L'aspect sécuritaire affecte également l'investissement étranger dans le pays, certaines entreprises devant consacrer plus de 5% de leur budget à la sécurité. Avec 246 M USD (24% du total), les Etats-Unis sont les premiers investisseurs, suivis du Mexique (182 M USD, 18%), de la Colombie (133 M USD, 13%), du Luxembourg (77 M USD, 8%) et de l'Espagne (52 M USD, 5%).

Le Guatemala, par le biais de l'Instituto de Recreación de los Trabajadores de la Empresa Privada de Guatemala (Irtra), accueille du 2 au 5 avril la Rencontre Latino-Américaine 2019 de l'Association internationale des parcs de loisirs et des attractions (IAAPA). Le secteur génère plus de 10 000 emplois directs et indirects au Guatemala. L'Irtra prévoit d'investir en 2019 plus de 104 M USD dans de nouvelles attractions, principalement dans le parc de Xejuyup. Les parcs de l'Irtra attirent plus de 3 millions de visiteurs par an. A l'échelle de l'Amérique Latine, l'industrie des parcs d'attraction génère annuellement en moyenne plus de 1,9 Md USD de chiffre d'affaires et 884 M USD de recettes fiscales. Elle compte plus de 142 000 emplois et reçoit près de 90 millions de visiteurs.

L'entreprise guatémaltèque Grupo Central Agrícola lance la production de sa nouvelle usine de biogaz située à Jocotillo (45 km de la capitale), laquelle pourra produire en moyenne 24 MW par jour, représentant un investissement de 4,7 M USD. 10% de l'énergie produite sera destiné à la consommation en électricité de l'entreprise, tandis que l'énergie restante sera injectée dans le système de distribution de Empresa Eléctrica de Guatemala (EEGSA).

En 2018, le PIB hondurien affiche une croissance de 3,7%. Au T4 2018, le PIB a crû de 1,2% par rapport au trimestre précédent. Selon la Banque centrale du Honduras (BCH), les activités d'intermédiation financière (0,5 pp) et les activités agricoles (0,3 pp) ont été les contributeurs principaux de cette croissance.

La Banque centraméricaine d'intégration économique (BCIE) affirme disposer de 296 M USD pour financer des projets de développement au Honduras en 2019. 250 M USD seront consacrés au développement d'infrastructures productives, 30 M USD à un projet d'assainissement des eaux de la ville de Gracias et 16 M USD pour la mise en place d'un plan de développement rural. Fin 2018, le portefeuille de prêts de la BCIE au Honduras s'élevait à 1,4 Md USD. En 2018, les décaissements se sont élevés à 205 M USD, dont 78 M USD ont été versés au secteur public et 127 M USD au secteur privé.

Selon le ministère de l'Économie taïwanais, Taïwan et le Honduras sont convenus de réduire réciproquement les droits de douane pour l'entrée de certains produits sur leurs marchés respectifs, au cours de la 3^{ème} réunion de la Commission exécutive de l'Accord de libre-échange (ALE) entre Taïwan et le Honduras qui s'est tenue à Taipei début avril. Depuis l'entrée en vigueur de l'ALE Taïwan-Honduras en 2008, le volume des échanges bilatéraux a plus que doublé, passant de 66 MUSD en 2007 à 150 MUSD en 2018.

Selon la Banque centrale du Nicaragua (BCN), le chiffre d'affaires du secteur de la construction a chuté de près de 21% (g.a) en 2018 en raison de la crise sociopolitique. Cette nette diminution des recettes du secteur s'explique principalement par la baisse de la demande dans les secteurs résidentiel (-43,5%), commercial (-61,4%), tertiaire (-52,1%) et industriel (-82%).

L'association Panaméenne des exportateurs (APEX) estime que les exportations du pays devraient dépasser 1 Md USD en 2019, soit une hausse de 17,6% par rapport à 2018. Cette forte augmentation espérée devrait en partie être imputable à la mine de cuivre et à la production de bananes.

Les Pays-Bas sont la première destination des exportations panaméennes en 2018 devant les États-Unis, représentant 114,35 M USD. Ce chiffre s'explique en partie par la présence du port de Rotterdam, par lequel transitent de nombreux produits panaméens pour arriver sur le marché européen. Les produits les plus exportés vers ce marché sont les fruits tropicaux (melon, pastèque, bananes et ananas), le café et les produits de la mer.

L'État panaméen a versé 1,66 Mds USD de subventions en 2018, soit 120 M USD de plus qu'en 2017. Les subventions aux ménages représentaient 56% du total, les subventions à la caisse de la sécurité sociale représentaient 31% et les subventions aux entreprises représentaient 13%.

D'après une étude de la Fondation pour le Développement Economique et Social (FUNDES), les canaux de vente traditionnels (magasins de proximité, supérettes, pharmacies indépendantes) génèrent un chiffre d'affaires de 1,7 Md USD par an et représentent 70% des ventes de produits de masse (contre 40% à 50% au Costa Rica). On recense au Salvador 1 point de vente pour 224 habitants. Seulement 1% de ces points de vente disposent d'un terminal de paiement électronique mais 28% sont équipés pour réceptionner et gérer les transferts de fonds des migrants (*remesas*).

L'Union Européenne élargira son appui technique et financier aux programmes bilatéraux existants entre la République dominicaine et Haïti, via un financement supplémentaire de 19,5 M EUR. Le programme initié en 2018 et prenant fin en 2023 est composé de 3 axes : commerce et développement du secteur privé ; environnement et changement climatique ; appui à la société civile et à la culture.

Les chambres de commerce des Caraïbes se sont réunies à la Barbade les 1^{er} et 2 avril 2019 pour inaugurer le Réseau des chambres de commerce des Caraïbes (CARICHAM). Les principaux objectifs de ce réseau sont : la promotion du commerce et de l'investissement entre les pays des Caraïbes et avec d'autres partenaires commerciaux ; favoriser l'innovation et la collaboration stratégique entre les membres afin d'accroître la compétitivité mondiale de leurs industries.

La dette publique haïtienne représente 35 % du PIB, selon les chiffres de la CEPAL.

Une proposition de loi concernant l'augmentation du salaire minimum entre 41,6 % et 87,5 % en fonction des secteurs inquiète les milieux économiques. Le responsable de l'IFC (Groupe Banque Mondiale) pour l'Amérique centrale et les Caraïbes a écrit au Ministre des Finances pour lui indiquer ses craintes quant aux impacts économiques de cette proposition sur les entreprises haïtiennes.

La Banque centrale a abaissé son taux directeur de 25 points de base, à 1,25 %, le 27 mars. La décision vise à freiner la baisse de l'inflation en stimulant le crédit au secteur privé. Pour mémoire, l'inflation était de 2,4 % g.a. en février, en dehors de l'intervalle cible (5 % ± 1 pt).

La principale place boursière jamaïcaine – le *Jamaican Stock Exchange* (JSE) – a signé un accord de 7 ans avec le Nasdaq pour l'actualisation de ses technologies afin de pouvoir fournir ses produits financiers au niveau régional et international, offrir de nouveaux produits et améliorer le fonctionnement actuel de sa salle de marché.

Jamaica Public Service (JPS), distributeur d'énergie, a annoncé une hausse de ses bénéfices annuels de 26%, passant de 24 M USD en 2017 à 31 M USD en 2018.

La Banque centrale a maintenu son taux directeur à 5,50 %, expliquant cette décision par des indicateurs laissant entrevoir une croissance économique supérieure au potentiel de l'économie (5,9 % g.a. en janvier et février), stimulée notamment par l'investissement. Le crédit continue de croître à un taux supérieur à 10 % g.a.. L'inflation demeure faible, à 1,19 % g.a. en février.

La République dominicaine est le 3^{ème} pays récoltant le moins de ressources fiscales d'Amérique latine en 2017 (13,9 % du PIB) selon les chiffres de l'OCDE, soit un niveau tout juste supérieur au Paraguay (13,8 % du PIB) et au Guatemala (12,4 % du PIB) et loin de la moyenne régionale, à 22,8 % du PIB. Parmi les 24 pays de la zone analysés, la République dominicaine fait néanmoins partie des 12 pays ayant connu une croissance de leur collecte en proportion du PIB.

Clause de non-responsabilité - Le Service Economique Régional de Mexico s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.